

The Union of European Federalists

UEF European Secretariat

Square de Meeûs 25,
1000 Brussels
secretariat@federalists.eu
+32 (0)491 52 40 97

33. boulevard Roosevelt

L-2450 Luxembourg

Luxembourg

Bruxelles, 19 mars 2024

Monsieur le Premier Ministre,

Face aux grands défis communs auxquels nos États doivent faire face, nous avons depuis longtemps fait l'expérience, en Europe, de la nécessité d'agir ensemble. En effet, si les objectifs des gouvernements nationaux sont de garantir aux citoyens la possibilité de vivre dans une société juste, libre, sûre et pacifique, de mettre fin aux guerres et aux menaces extérieures, lutter contre le dérèglement climatique et préserver l'avenir des générations futures, l'unité européenne est le seul moyen d'y parvenir.

En d'autres termes, pour garantir la pleine souveraineté de nos citoyens, nous avons besoin d'un partage de la souveraineté au niveau supranational (européen) dans certains domaines spécifiques. Il ne s'agit pas de diminuer les prérogatives des souverainetés étatiques. Les États membres exercent déjà collectivement une part de souveraineté partagée au niveau européen. Cette souveraineté partagée signifie plus de pouvoir pour les citoyens et une démocratie plus forte à tous les niveaux.

Le moment est donc venu d'adapter les mécanismes décisionnels de l'Union européenne, ses compétences et ses capacités d'action aux nouveaux défis qui se présentent si clairement aux yeux des citoyens. Il faut abandonner le vote à l'unanimité au Conseil, notamment en matière de politique étrangère, de politique sociale et de fiscalité. Nous devons étendre la procédure législative ordinaire à tous les domaines politiques et renforcer les prérogatives du Parlement par un droit direct d'initiative législative, entre autres.

Cette mise à niveau institutionnelle - d'autant plus urgente avec la relance de la question de l'élargissement (notamment aux Balkans occidentaux, à l'Ukraine, à la Moldavie et à la Géorgie) - passe nécessairement par une réforme des traités. Elle doit aller de paire avec un approfondissement de la gestion d'une Union de - potentiellement - 36 États membres.

Le Parlement européen a voté le 22 novembre 2023 un rapport sur les propositions de modification des traités. Ces propositions se fondent les conclusions exprimées par les citoyens lors

de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. La présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne a transmis le rapport au président du Conseil européen, et il est maintenant de la plus haute importance que vous, chefs d'État et de gouvernements, ayez la possibilité de commencer à discuter de cette demande d'ouverture d'une Convention au titre de l'art. 48 TUE, comme l'a demandé le Parlement européen, dès votre réunion prévue les 21 et 22 mars 2024 à Bruxelles.

Au nom de nos associations, qui se sont toujours battues pour une Europe politique et démocratique, qui associe tous ses citoyens à l'écriture de son destin commun, nous tenons à souligner l'importance de cette opportunité que le Parlement européen offre aux États membres d'ouvrir un débat sur le modèle d'Europe à construire dans la nouvelle ère politique que nous vivons actuellement. Nous sommes convaincus qu'il est dans l'intérêt des gouvernements nationaux d'insister auprès du Président Charles Michel pour qu'il inscrive ce point à l'ordre du jour de ladite réunion.

Nous sommes également convaincus qu'en raison de la dimension des problèmes à affronter, la seule possibilité d'opérer ces changements nécessaires de l'Union européenne requiert l'ouverture d'une Convention, comme le prévoient les Traités, en tant que procédure ordinaire, avec la participation de représentants des parlements européen et nationaux, de la Commission européenne et des gouvernements étatiques. Les autres types de réformes qui ne permettent d'aborder que des points marginaux de notre système ou qui se déroulent dans le cadre de négociations diplomatiques non publiques ne peuvent en effet pas être la réponse aux défis de l'Europe d'aujourd'hui.

Vous trouverez ci-joint un mémorandum détaillé qui, nous l'espérons, vous aidera à prendre en compte nos recommandations, si cruciales à un moment si important, où l'Europe a une chance de se relancer, en donnant à ses États membres et à ses citoyens les moyens d'agir.

Nous sommes convaincus, Monsieur le Premier Ministre, que vous serez résolument en première ligne pour soutenir ce processus de réforme de l'Union européenne.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre profond respect,

Domènec Ruiz Devesa
Président de l'Union des Fédéralistes Européens (UEF)
Député au Parlement européen

Sandro Gozi
Président du groupe Spinelli
Député au Parlement européen

Guy Verhofstadt
Rapporteur exécutif sur les propositions du Parlement européen pour la modification des traités
Président du Mouvement européen international (MEI)
Député au Parlement européen

Christelle Savall

Présidente des Jeunes Européens Fédéralistes (JEF Europe)